

Strasbourg, 7 juin 2024

T-PD(2024)46RAPAbr\_FR

**COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION  
POUR LA PROTECTION DES PERSONNES À L'ÉGARD DU  
TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

**(CONVENTION 108)**

**46<sup>ème</sup> réunion du Comité**

Palais, Salle 11

Strasbourg, 5-7 juin 2024

---

**RAPPORT ABRÉGÉ**

[www.coe.int/dataprotection](http://www.coe.int/dataprotection)

- Point 1 **Ouverture de la réunion / Communication de la Présidente et du Secrétariat**  
Le Comité a pris note des informations communiquées par la Présidente et le Secrétariat.
- Point 2 **Adoption de l'ordre du jour**  
Le Comité a adopté l'ordre du jour.
- Point 3 **Convention 108+, point de situation**  
Le Comité a pris note des informations communiquées par le secrétariat sur l'état des signatures et des ratifications du Protocole d'amendement de la Convention 108 (CETS No. 223, ci-après Convention 108+) : 46 signatures dont 31 ratifications. Le Comité a organisé un tour de table des points de situation concernant les procédures de ratification dans ses États Parties, a pris note des informations fournies par les membres du T-PD, et a vivement encouragé les États Parties à signer et ratifier la Convention 108+ dès que possible. Le secrétariat a indiqué qu'une conférence était prévue le 7 novembre pour sensibiliser les États Parties à l'urgence de conclure les processus de signature et de ratification.
- Pour ce qui est du Costa Rica, le Comité a pris note des informations fournies par le secrétariat sur les derniers développements. Le Comité s'est félicité de la lettre du Ministre de la justice et de la paix du Costa Rica confirmant l'engagement du gouvernement dans le processus d'adhésion.
- Point 4 **Clauses contractuelles types pour le transfert de données caractère personnel**  
Le Comité a pris note des informations fournies par le rapporteur et le secrétariat sur le projet de troisième module du MCC sur le transfert de données à caractère personnel de sous-traitants aux sous-traitants, a procédé à un échange de vues et a adopté le module 3 en vue de sa publication. Les modules 1 et 2 sont disponibles sur le site web du Conseil de l'Europe consacré à la protection des données.
- Point 5 **Interprétation de l'Article 11 de la Convention 108 modernisée**  
Le Comité a pris note des informations fournies par le Président et le secrétariat, puis a procédé à un échange de vues, et a invité les délégations à envoyer leurs observations avant le 1er juillet. Il a également chargé le secrétariat, ainsi que le rapporteur et le groupe de travail (GT-Art.11), de modifier à nouveau le texte pour examen lors des prochaines réunions.
- Point 6 **Protection des données, y compris biométriques, dans le cadre du vote et des élections**  
Le Comité a pris note des informations communiquées par le secrétariat et l'expert, a procédé à un échange de vues et a adopté les Lignes directrices en vue de leur publication. Le Secrétariat a été encouragé à promouvoir les Lignes directrices et à mieux faire connaître leurs normes par le biais d'activités de coopération technique. Le Comité a chargé le Bureau d'examiner et de proposer le prochain sujet d'un document normatif qui sera élaboré par le Comité conformément au programme de travail pour 2022-2025.
- Point 7 **Protection des données dans le contexte des neurosciences**  
Le Comité a pris note de l'exposé des experts, a procédé à un échange de vues sur la base du rapport d'experts, approuvé le rapport d'experts, et a chargé le Secrétariat, avec les experts, de commencer à élaborer un projet de Lignes directrices sur les neurosciences et la protection des données en coordination, le cas échéant, avec d'autres secteurs compétents de l'Organisation.
- Point 8 **Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe**  
Le Comité a pris note des informations fournies par le secrétariat du Comité directeur pour les droits de l'homme dans les domaines de la biomédecine et de la santé (CDBIO), du Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI), du Comité directeur pour la démocratie (CDDDEM), du Comité de la Convention sur la

cybercriminalité (TC-Y) et du Comité sur l'intelligence artificielle (CAI). Le comité s'est félicité de l'adoption de la nouvelle Convention-cadre sur l'IA, les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit par le Comité des Ministres.

- Point 9 **Développements concernant les activités relatives à la protection des données**  
Le Comité a pris note des informations communiquées par les parties et le secrétariat, notamment sur les manifestations suivantes : Journée internationale de la protection des données de la CPDP (25 janvier, Bruxelles) ; Réunion sur l'état de la réglementation de l'IA (9 février, Rome) ; Programme ministériel de la GSMA, CMM (26-28 février, Barcelone), CEEDPA, (29 février-1er mars, Tbilissi), Dialogue technique sur les flux transfrontières de données dans le cadre de l'Alliance numérique UE-Amérique latine et Caraïbes (25-26 avril, Montevideo), Conférence de printemps (14-16 mai, Riga), Célébration du 20e anniversaire de l'APD croate (24 mai), CPDP (22-24 mai, Bruxelles), réunion du Réseau des autorités africaines de protection des données (7-9 mai, Nairobi) et Réunion annuelle du Réseau ibéro-américain de protection des données (27-29 mai, Carthagène des Indes).
- Point 10 **Commissaire à la Protection des Données du Conseil de l'Europe**  
Le Comité a pris note des informations données par le Commissaire à la protection des données concernant ses activités et la fin de son deuxième mandat (juin 2024) ainsi que sa volonté d'être prolongé d'un an à titre intérimaire, ce qui a également été soutenu par le Bureau en vue d'assurer une transition en douceur dans le cadre du nouveau Règlement du Conseil de l'Europe sur la protection des données personnelles et compte tenu de l'entrée en vigueur prévue du Protocole d'amendement STCE No 223. Le Comité a alors décidé de le prolonger par intérim pour une période d'un an.
- Point 11 **Activités de coopération**  
Le Comité a pris note des différents programmes de coopération relatifs à la protection des données, en particulier du soutien institutionnel en cours aux bénéficiaires de la région du sud de la Méditerranée (Programme Sud V), ainsi que de la coopération en cours et éventuellement future avec les autorités de protection des données dans le cadre de plusieurs plans d'action du Conseil de l'Europe.
- Point 12 **Observateurs**  
Le Comité a pris note des informations données par les observateurs et les participants à la réunion, notamment par les représentants du CEPD, de l'OEA, d'Interpol, GPA, Benin et Gabon concernant les événements récents et à venir et les travaux juridiques internes en cours en vue d'éventuelles coopérations avec le comité ou demandes futures d'adhésion à la Convention modernisée.
- Point 13 **Prochaines réunions**  
Le Comité a pris note des dates des prochaines séances plénières qui se tiendront du 4 au 6 novembre 2024 (47e) à Strasbourg, ainsi que de la prochaine réunion du Bureau du 11 au 13 septembre 2024 (62e) à Venise. À cet égard, le Comité a pris note des informations fournies par le secrétariat sur la nécessité d'apporter des changements opérationnels liés à l'entrée en vigueur du Protocole d'amendement STCE no 223 en vue d'une réflexion plus approfondie lors des prochaines réunions.
- Point 14 **Prix Stefano Rodotà**  
Les lauréats du Prix Rodotà 2024, Dr. Konrad Kollnig et Lin Kyi respectivement dans la catégorie « thèse de doctorat » et la catégorie « articles », ont présenté leurs travaux, échangé avec le Comité et reçu leurs prix des mains de la Présidente.
- Point 15 **Questions diverses**  
Le Comité a pris note des informations fournies par le secrétariat, notamment sur la publication par le Conseil de l'Europe d'un appel à candidats pour la mise à disposition au sein de l'Unité de protection des données, visant à soutenir la transition de la Convention 108 à la Convention 108+, ainsi qu'à promouvoir davantage la ratification de la Convention 108+.

## ANNEXE I

### ORDRE DU JOUR ANNOTÉ

	<b>1. Ouverture de la réunion</b>
	<p><b>Communication de la Présidente</b>  <b>Communication de Mme Hanne Juncher, Directrice de la sécurité, de l'intégrité et de l'État de droit</b>  <b>Communication du secrétariat</b></p>
<a href="#">T-PD(2023)45RAPAbrFR</a> <i>Pro memoria</i>	Rapport abrégé de la 45 <sup>ème</sup> Réunion plénière (15-17 novembre 2023)
<a href="#">T-PD-BUR(2024)61RAPAbr</a> <i>Pro memoria</i>	Rapport abrégé de la 61 <sup>ème</sup> Réunion du Bureau (13-15 mars 2024)
<a href="#">T-PD(2021)WP2022-2025</a> <i>Pro memoria</i>	Programme de travail du Comité 2022-2025
<a href="#">TPD43(2022)7</a> <i>Pro memoria</i>	Règlement intérieur
	<b>2. Adoption de l'ordre du jour</b>
	<b>3. Convention 108+ état des signatures et ratifications</b>
	<p>Informations fournies par le secrétariat</p> <p><u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat et tiendra un tour de table invitant les Etats Parties qui ont signé mais pas encore ratifié la Convention 108+, ainsi que ceux qui ne l'ont encore ni signée, ni ratifiée à présenter l'état d'avancement de leurs procédures de signature/ratification internes.</p>
<p>-<a href="#">Texte consolidé - Convention 108 modernisée</a>  -<a href="#">Rapport explicatif</a>  -<a href="#">Protocole d'amendement STCE n°223</a></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <a href="#">Convention 108+ : état des signatures et ratifications</a></li> <li>• <a href="#">Convention 108 : état des signatures et ratifications</a></li> </ul>
<a href="#">Rapport d'expert</a>	<p>Costa Rica</p> <p><u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat, tiendra un échange de vues sur les derniers développements et décidera de la suite à donner.</p>
	<b>4. Clauses contractuelles types pour le transfert de données caractère personnel</b>
<p><a href="#">Projet de Clauses Contractuelles Types (Module 3)</a>  (version précédente)</p> <p><a href="#">Compilation of comments</a></p> <p><a href="#">Clauses Contractuelles Types (Module 1)</a>  <a href="#">Clauses Contractuelles Types (Module 2)</a></p>	<p>Présentation par le rapporteur et le secrétariat</p> <p><u>Action requise</u> : Le Comité prendra note de la présentation faite par le rapporteur et le secrétariat, tiendra un échange de vues et sera invité à adopter le module 3.</p>

	<b>5. Interprétation des dispositions de l'Article 11 de la Convention 108 modernisée</b>
T-PD(2021)7rev5 (Ce document a été envoyé aux représentants de T-PD. Il sera également mis à la disposition des participants dans la salle de réunion).	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note de la présentation faite par le rapporteur et le secrétariat, tiendra un échange de vues sur les derniers développements et décidera de la suite à donner.
	<b>6. Protection des données personnelles dans le cadre du vote et des élections</b>
<a href="#">T-PD(2023)2rev4</a> (version précédente)  <a href="#">Compilation of comments</a>  <a href="#">Rapport d'expert</a> (seulement en anglais)	Présentation par le secrétariat et l'expert  <u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par le rapporteur le secrétariat et l'expert, tiendra un échange de vues et sera invité à adopter le document.
	<b>7. Protection des données personnelles dans le contexte des neurosciences</b>
<a href="#">Rapport d'expert</a> (seulement en anglais)  <a href="#">Rapport du CDBIO sur les Neurotechnologies et droits de l'homme : avons-nous besoin de nouveaux droits ?</a>	Informations fournies par le rapporteur et les experts  <u>Action requise</u> : Le Comité prendra note de la présentation des experts, tiendra un échange de vues et décidera de la suite à donner.
	<b>8. Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe</b>
<a href="#">Convention-cadre sur l'IA</a>  <a href="#">Rapport explicative</a>	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par les participants et le secrétariat (CDBIO, CDMSI, CDDEM, T-CY et CAI).
	<b>9. Développements et activités dans le domaine de la protection des données</b>
	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par les membres de T-PD et le Secrétariat.
	<b>10. <a href="#">Commissaire à la protection des données</a></b>
<a href="#">Rapport d'activités 2023</a>  <a href="#">Résolution du CM - nouveau Règlement de protection des données du Conseil de l'Europe</a>	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par le Commissaire et par le secrétariat.
	<b>11. Activités de coopération</b> <u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.
	<b>12. Observateurs</b>
<a href="#">Liste des observateurs</a>  <a href="#">T-PD(2018)04Rev3</a> <i>Pro memoria</i>	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par les observateurs.

	<p><b>13. Prochaines réunions</b></p>
	<p><u>Réunions plénières:</u> 47<sup>ème</sup> Réunion Plénière : 4-6 novembre 2024</p> <p><u>Bureau :</u> 62<sup>ème</sup> Bureau : 11-13 septembre 2024 (Venise)</p> <p><u>Action requise :</u> Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat.</p>
	<p><b>14. Prix Stefano Rodotà</b></p>
<p><a href="#">Prix Stefano Rodotà</a></p>	<p>Les deux lauréats du Prix Rodotà 2024 respectivement dans la catégorie « thèse de doctorat » et la catégorie « articles » présenteront leurs travaux et recevront le prix de la Présidente.</p>
	<p><b>15. Questions diverses</b></p>

## ANNEXE II

### LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

#### MEMBERS OF THE COMMITTEE / MEMBRES DU COMITÉ

##### **ALBANIA / ALBANIE**

Meri Kujxhija, – adviser/conseillère, Director of the Complaints and Harmonization Department, General Directorate of Personal Data Protection

Pamela Begaj – adviser/conseillère, Inspector of the Legal Affairs and Integration Department

##### **ARGENTINA / ARGENTINE**

Beatriz de Anchorena – representative/représentante, Director of Argentina National Authority, Access to Public Information Agency (AAIP)

##### **ARMENIA / ARMÉNIE**

Grigor Nersisyan – representative/représentant, Head of the Personal Data Protection Agency, Ministry of Justice

##### **AUSTRIA / AUTRICHE**

Michael Adelman – representative/représentant, Lawyer, Austrian Data Protection Authority

##### **BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE HERZÉGOVINE**

Dragoljub Reljić – representative/représentant, Director, Personal Data Protection Agency

##### **BULGARIA**

Hristo Alaminov adviser/conseiller, Head of the International Cooperation and Project Management Department, Commission for Personal Data Protection (CPDP)

##### **CABO VERDE / CAP VERT**

Faustino Varela – representative/représentant, President, National Commission of Data Protection

##### **CZECHIA / TCHEQUIE**

Eva Sedloňová – representative/représentante, Office for Personal Data Protection

##### **CROATIA**

Anamarija Mladinić – deputy/suppléante, Head of Department for Legal Affairs, Cooperation and Projects

Marija Vujeva – adviser/conseillère, Croatian Personal Data Protection Agency (AZOP)

##### **DENMARK / DANEMARK**

Ane Caroline Meyer Nilsson – representative/représentante, Head of Section, Department for Data Protection, Ministry of Justice

##### **ESTONIA / ESTONIE**

Pille Lehis – representative/représentante, Director General, Estonian Data Protection Inspectorate

##### **FINLAND / FINLANDE**

Virpi Koivu – representative/représentante, Senior Ministerial Adviser, (Data Protection Affairs), Department for Democracy and Public Law, EU Law and Data Protection, Ministry of Justice

##### **FRANCE**

Irvin Herzog – representative/représentant, Conseiller juridique, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Najma Bichara – deputy/suppléante, Service des Affaires européennes et internationales, Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)

### **GEORGIA / GÉORGIE**

Ana Tokhadze – adviser/conseillère, Head of the Department of International Relations, Analytics and Strategic Development

### **GERMANY / ALLEMAGNE**

Elsa Mein – representative/representante – Chair/Présidente, Data Protection (V II 4), Federal Ministry of the Interior, Building and Community (BMI)

Stefan Niederer – adviser/conseiller, Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information - Division 14 - European and International Affairs

Marc Schlegel – adviser/conseiller, Legal Advisor, Division 14 - European and International Affairs, Office of the Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information Germany (BfDI)

### **HUNGARY / HONGRIE**

Tamas Bendik – deputy/suppléant, Senior strategic advisor, National Authority for Data Protection and Freedom of Information (NAIH)

### **ITALY / ITALIE**

Alessandra Pierucci – representative/representante – Bureau member/membre du Bureau, Garante per la protezione dei dati personali

### **LATVIA / LETTONIE**

Evija Kreismane – deputy/suppléante, Head of the Legal division, State Data Protection Inspectorate

### **LIECHTENSTEIN**

Julia Stütz – deputy/suppléante, Deputy Data Protection Commissioner, Data Protection Authority

### **LUXEMBOURG**

Solène Bennet – deputy/suppléante, Commission nationale pour la protection des données, Ministère d'Etat

### **MALTA / MALTA**

Ingrid Camilleri – representative/représentante, Head of Legal Unit, Office of the Data Protection Commissioner

### **REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA**

Victorian Muntean – representative/représentante, Director, National Centre for the Protection of Personal Data

Zoia Cojocari – adviser/conseillère, Head of the External Relations and European Integration Department

### **MONACO**

Corinne Laforest de Minotty – representative/représentante, Chargée de Missions auprès du Conseiller de Gouvernement, Ministre des Relations extérieures et de la Coopération, Département des Relations Extérieures et de la Coopération Ministère d'État

### **MOROCCO / MAROC**

Brahim Bouabid – deputy/suppléant, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

Mouna El Kiss – adviser/conseillère, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

Maryam Loutfi – adviser/conseillère, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

## **NORWAY / NORVEGE**

Julie Larsen – adviser/conseillère, Ministry of Justice and Public Security

## **POLAND / POLOGNE**

Maria Owczarek – representative/représentante, Personal Data Protection Office (UODO), Department of International Cooperation and Education

## **PORTUGAL**

Maria da Luz Rodrigues do Ó – representative/représentante, Legal Advisor in the Ministry of Justice General Secretariat, Data Protection Officer for the Ministry of Justice

## **SAN MARINO**

Patrizia Gigante – representative/représentante, Vice-Présidente de l’Autorité de Protection des Données de la République de Saint-Marin

## **SENEGAL**

Ousmane Thiongane – representative/représentant, Président, Commission de protection des données personnelles (CDP)

## **SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE**

Maria Drabekova – representative/représentante, Office for Personal Data Protection

## **SLOVENIA / SLOVÉNIE**

Tina Ivanc – deputy/suppléante, Personal Data Protection Advisor, Information Commissioner

## **SPAIN/ESPAGNE**

Cristina Varas Crespo – deputy/suppléante, Head of Service, Agency of Data Protection

## **SWEDEN / SUÈDE**

Johan Albihn – representative/représentant, Deputy Director, Division for Constitutional Law, Ministry of Justice

## **SWITZERLAND / SUISSE**

Caroline Gloor Scheidegger – representative/représentante, Cheffe du Domaine de direction Relations internationales, , Préposée fédérale à la protection des données et à la transparence (PFPDT)

## **TUNISIA / TUNISIE**

Badreddine Jelidi – deputy/suppléant, Consul général adjoint près le Consulat général de Tunisie, Strasbourg  
Tunisian Consulate in Strasbourg

## **TÜRKIYE / TURQUIE**

Mustafa Celayir – advisor/Conseiller, Legal Counselor Ministry of Justice

## **UKRAINE**

Yuliia Derkachenko – representative/représentante, Representative of the Commissioner for Information Rights

## **UNITED KINGDOM / ROYAUME UNI**

Blandine Cassou-Mounat – adviser/conseillère, Principal Policy Adviser – International Regulatory Cooperation Directorate (International), Information Commissioner’s Office (ICO)

Natasha Angwin – adviser/conseillère, Senior Policy Advisor, UK Home Office

## **OBSERVERS AND PARTICIPANTS / OBSERVATEURS ET PARTICIPANTS**

### **BRAZIL / BRÉSIL**

Waldemar Gonçalves Ortunho Junior, Director-President, National Data Protection Authority (ANPD)

Natalia Ives Camurca de Oliveira, National Data Protection Authority (ANPD)

Fernanda Teixeira Souza Domingos, Federal Circuit Prosecutor, Brazilian Federal Prosecution Service (MPF)

### **ISRAEL / ISRAËL**

Sharon Azayra, Head of International Relations, Innovation and Policy Development Department, Privacy Protection Authority

Shira Gartenberg, Legal Counsel, Department of Public and Constitutional Law, Office of Legal Counsel and Legislative Affairs, Ministry of Justice

### **ABU DHABI – DPA**

Sami Mohammed, Commissioner of Data Protection, Office of Data Protection

### **AFAPDP**

Nafissatou KEPPA, Chargée de mission

### **BENIN – DPA**

Luciano Hounkponou, Président de l'APDP

Friggens Jeffrey Adjavon, Conseiller à l'APDP

Constant Yves Achade, Directeur Financier et Comptable de l'APDP

### **EDPS / CEPD**

Olivier Matter, Team Leader for International Cooperation

### **GABON - DPA**

Steve Singault Ndinga, Commissaire Permanen, APDPVP

Marthe Denise Agano Ongotha, Commissaire Permanent, APDPVP

### **INTERPOL**

Caroline Goemans Dorny , Head of the Data Protection Office

### **ISOC**

David Frautschy, Senior Director, European Government and Regulatory Affairs

### **OAS**

Jaime Moreno-Valle, Senior Legal Officer

## **EXPERTS**

Colin Bennett, Department of Political Science, University of Victoria, B.C. Canada

Marcello Ienca, School of Medicine and Health, Technical University of Munich (TUM)

Eduardo Bertoni, American University Washington College of Law

## **GUESTS / INVITÉS**

Konrad Kollnig – Stefano Rodotà awardee

Lin Kyi – Stefano Rodotà awardee

**COUNCIL OF EUROPE BODIES AND SECRETARIAT /  
ORGANES ET SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**Council of Europe data protection Commissioner /  
Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe**

Jean-Philippe Walter, Commissioner / Commissaire

**DGI Directorate General Human Rights and Rule of Law /  
DGI Direction générale droits humains et Etat de droit**

Hanne Juncher, Director, Directorate of Security, Integrity and Rule of Law / Directrice, Direction de la sécurité, de l'intégrité et de l'État de droit

Patrick Penninckx, Head of Department, Digital Development and Governance / Chef de Service, Développement et gouvernance numérique

Lee Hibard, Programme Advisor, Human Rights and Biomedicine Division / Conseiller de programme, Division Droits humains et biomédecine (CDBIO)

Vadim Pak, Programme Advisor, Artificial Intelligence / Conseiller de programme, Intelligence artificielle

Giorgi Jokhadze, Programme Advisor, Cybercrime / Conseiller de programme, Cybercriminalité

**DGII Directorate General of Democracy and Human Dignity /  
DGII Direction générale de la démocratie et de la dignité humaine**

Artemiza – Tatiana Chisca, Head of Division, Freedom of Expression and CDMSI / Cheffe de Division, Liberté d'expression et CDMSI

Urska Umek, Head of Division, Democratic Institutions and Civil Society / Cheffe de Division, Institutions démocratiques et société civile

**Data Protection Unit / Unité de la protection des données**

Albina Ovcearenco, Head of Data Protection Unit / Cheffe de l'unité de protection des données

Péter Kimpiàn, Secretary of the Committee / Secrétaire du Comité

Moritz Taylor, Senior Project Manager / Chargé de projet

Caroline Lavoue, Assistant / assistante